

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MARS 1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES POUR L'EXERCICE 1922 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. FORTHOMME.

MESSIEURS,

Ce budget est en augmentation sur celui de 1921. Il représente un total de fr. 26,101,167.50 contre 18,545,220 francs, l'exercice précédent.

L'augmentation de fr. 7,555,947.50 doit toutefois être réduite dans une forte proportion. Trois postes importants, qui se trouvaient l'an dernier inscrits à l'extraordinaire, y figurent :

ART. 26. — Bureau d'information belge fr. 200,000

ART. 32. — Indemnités aux agents du service extérieur en raison de faits de guerre 4,500,000

ART. 33. — Conférences, congrès et commissions résultant des traités de paix 700,000

Tenant compte de ce transfert, nous pouvons ramener à fr. 2,155,647.50 le chiffre exact de l'augmentation. Elle se répartit entre les postes suivants :

ART. 2. — Le personnel de l'administration centrale émargera au budget de 1922 pour fr. 3,102,482.50, soit fr. 370,508.50 de plus qu'en 1921. Deux raisons sont données : un nouveau barème a relevé les traitements dans tous les ministères; l'extension des services a fait grandir le nombre des fonction-

(1) Budget, n° 24^v.

(2) Composition de la Commission :

1. Les membres de la *Commission permanente des Affaires Étrangères* : MM. Brunet, président, Buisset, Carton de Wiart, Destree, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Forthomme, Helleputte, Hubin, Huysmans, Hymans, Janson, Piérard, Poulet, Raemdonck, Renkin, Segers, Troolet, Vandervelde, Verachtert et Woeste.

2. Six membres nommés par les Sections : MM. Pécher, Golenvaux, Forthomme, de Liedekerke, Fischer et Hymans.

naires. Il y a eu, notamment au commencement de cette année, transfert aux Affaires Étrangères de l'important service de documentation du Ministère des Affaires Économiques.

ART. 4. — Matériel et service des automobiles. L'augmentation s'explique par des aménagements de locaux, transfert de service, etc. Le poste « Frais de courses entre l'Administration centrale et l'Office commercial de l'État », qui avait retenu l'attention de plusieurs membres des sections, ne figure au projet de budget que par erreur. Il est supprimé depuis 1921. C'est aussi par erreur qu'il est fait usage de l'expression « Service des automobiles ». Il n'y a plus qu'une seule voiture au Département.

ART. 7. — L'augmentation de 65,189 francs au poste « Traitements des agents diplomatiques » est insignifiante au regard d'un total de 4,465,329 francs, auquel il faut ajouter une grosse partie des 4,500,000 francs de l'article 32.

ART. 8. — Même observation pour l'augmentation de 25,000 francs au poste « Consulats ». C'est le *statu quo*.

ART. 9. — Frais de voyage et de déplacement. Les 900,000 francs de 1921 ont été portés cette année à 1,500,000 francs. L'administration n'a pas voulu retrouver la situation de 1921 où le crédit demandé, 600,000 francs, s'est trouvé dépassé de plus d'un million. Il est vrai que c'était le premier exercice où l'on appliquait de façon complète les nouvelles dispositions des arrêtés qui, au lendemain de la guerre, ont réorganisé les carrières diplomatique et consulaire.

Ces dispositions sont beaucoup plus favorables aux agents que le système du forfait qui se pratiquait auparavant. Mais elles coûtent cher à l'État. Les frais varient avec la composition de la famille, la quantité de meubles, la distance parcourue, sans qu'il soit possible cependant d'établir une échelle bien définie. Tel agent se rendant à son poste en Extrême-Orient, avec sa famille, a vu ses frais s'élever (sans transport de meubles) à 36,000 francs. Pour un autre allant en Amérique du Sud (avec meubles), le compte se chiffre par plus de 63,000 francs. Le remplacement du titulaire d'un poste en Europe a occasionné, du seul chef transport, une dépense de 120,000 francs.

Ces chiffres, hâtons-nous de le dire, ne se retrouvent pas dans tous les déplacements. Ils indiquent néanmoins que la pensée équitable qui animait les auteurs des arrêtés de 1920 se trouve être la source de dépenses dont ils n'avaient sans doute pas prévu le volume. Les membres de la commission spéciale en ont été frappés. L'administration l'avait été avant eux. Si en 1921 la pressante nécessité de faire réoccuper nombre de poste restés sans titulaire est venue aggraver pour elle les difficultés d'une première expérience, elle sera plus à l'aise cette année pour apporter au chapitre des frais de déplacement les modifications et les tempéraments nécessaires.

Plusieurs membres ont rappelé le vœu souvent formulé de laisser les agents faire carrière sur place. Il a été expliqué pourquoi en bien de postes la chose ne serait pas possible. Il est bon aussi que les agents du service extérieur connaissent plus d'une partie du monde. Sans oublier qu'avec l'infinie diversité

des climats, des conditions de vie tant morales que matérielles, il serait peu juste d'imposer ou d'accorder le même poste au même agent pendant le plus clair de son existence. En temps normal le Département s'est d'ailleurs toujours gardé de multiplier les mouvements diplomatiques et consulaires ; tout fait prévoir qu'il sera bientôt possible de revenir à ce sage principe.

ART. 11 et 12. — L'augmentation de 417.000 francs marquée par ces deux articles est due au nouveau régime des chancelleries de légations et de consulats. On demandait depuis longtemps que des employés fussent donnés à nos diplomates et à nos consuls pour les débarrasser du travail purement administratif, de la besogne fastidieuse des bureaux. Ainsi, a-t-on dit, ils pourront consacrer tout leur temps à la défense de nos intérêts, à la recherche notamment de nouveaux débouchés.

ART. 13. — Les frais de bureau de nos agents à l'étrangers ont augmenté dans des proportions inattendues. Le projet de budget prévoit pour cette année 1.500.000 francs au lieu des 875.000 francs de l'exercice précédent. Il mentionne d'ailleurs qu'en 1920, par exemple, il avait été dépensé 1.892.000 francs alors que le crédit alloué n'était que de 885.000 francs.

Avant la guerre le Département n'intervenait que modérément dans les frais de chancellerie. Pour les consulats notamment, la location des bureaux, leur ameublement, le papier, l'éclairage, le chauffage etc., restaient entièrement à la charge des titulaires. Maintenant l'État ne laisse plus une de ces dépenses aux agents. Il appartient donc à ceux-ci de les limiter au strict nécessaire. L'administration centrale contrôle autant que faire se peut. Mais il semble qu'ici encore, à la lumière de l'expérience, des modifications seront utilement apportées aux mesures arrêtées après l'armistice en matière de réorganisation diplomatique et consulaire.

ART. 14. — Ce poste est doublé et son chiffre n'a rien de limitatif. Ainsi sont satisfaits les membres qui, en section, avaient témoigné de quelque préoccupation au sujet des Belges à rapatrier.

ART. 20. — Une somme de fr. 1,300,000 est prévue pour assurer la participation de la Belgique à la Société des Nations, soit une augmentation de 241,600 francs. Mais ce n'est là qu'une approximation. Les 625,000 francs *or* de la cotisation, si ce taux devait être maintenu, exigeraient à eux seuls plus que la totalité du crédit.

Plusieurs questions ont été posées dans les sections au sujet de la répartition des frais autres que la quote-part. On a désiré connaître les débours des délégués et des membres des commissions techniques. Le Département n'a évidemment pu répondre qu'en ce qui concerne les frais dont il assume la charge. Il faut noter, en effet, que plusieurs de nos concitoyens appelés à Genève le sont directement pour le compte de la Société des Nations. Pour les délégués du Gouvernement belge et leurs collaborateurs, le total s'est élevé en 1921 à fr. 94,194.45. Il comporte uniquement des frais de voyage et de séjour, nos représentants à la Société des Nations ne recevant ni traitement ni indemnité d'aucune sorte.

Parmi les articles du budget qui ne sont pas en augmentation ou qui ont subi une diminution, il en est plusieurs qui ont retenu l'attention de la Section centrale.

Ainsi, pour le Bureau d'Information belge, des membres ont demandé comment il fonctionne et quelles dépenses il entraîne. Le département des Affaires Étrangères a fourni des renseignements fort intéressants à la Commission spéciale. Celle-ci a particulièrement retenu les mesures qui sont envisagées pour assurer un rendement de plus en plus efficace. Elle a noté avec satisfaction que les prévisions de dépenses pour 1922 viennent d'être ramenées à 128,448 francs. Le chiffre inscrit dans le projet à l'examen était de 200,000 francs.

Les frais occasionnés par les conférences, congrès et commissions organisés en exécution des traités de paix ont fait l'objet d'une demande de renseignements détaillés. L'administration les a donnés comme suit :

Litt. a. — Commissions fluviales internationales 100.000 francs.

Cette somme comprend :

1° La quote-part de la Belgique dans le budget de la Commission Centrale du Rhin, fixée en 1921 à 25,000 francs français, et dans les frais de la Commission de l'Elbe (2.500 francs français en 1921) ;

2° Les frais de voyage des délégués belges aux Commissions du Rhin, de l'Elbe, etc. ;

3° Les frais de séjour et de représentation (150 francs par jour) des délégués belges à la Commission du Rhin ;

4° Les frais de jetons de présence (100 francs par jour de prestation) au chef de la délégation ;

5° Les frais de séjour du délégué belge à la Commission de l'Elbe (75 francs par jour) ;

6° Les menus frais de bureau des délégations.

Litt. b. — Commission de délimitation des territoires d'Eupen et Malmédy 100.000 francs.

Cette somme comprend, pour quatre mois environ, durée présumée nécessaire pour la clôture des opérations, les frais de la délégation belge, soit 60.000 fr.

La moitié des frais des délégations française, britannique, italienne, japonaise, l'autre moitié étant à charge de l'Allemagne, soit 20.000 francs ; les frais d'impression de documents, d'abonnements, etc. 20.000 francs.

Litt. c. — Commission de transfert, (chargée des négociations financières) des cercles d'Eupen et Malmédy 25.000 francs.

Cette somme comprend en dehors d'une indemnité fixe de 500 francs par mois au délégué financier, les frais de voyage et de séjour des délégués, ainsi que les frais de bureau de la délégation.

Littera d. — Conférence de Washington : 400,000 francs.

Cette somme, qui n'a pu être évaluée que très approximativement, comprend :

- 1° les frais de logement et de nourriture du personnel belge du 1^{er} janvier jusqu'à la clôture de la Conférence;
- 2° les frais de représentation;
- 3° les frais du retour en Europe du personnel.

Aucun des délégués ou experts n'a reçu la moindre rémunération, leurs fonctions étant purement gratuites.

Dans les sections, il a été question du service de l'émigration, de sa composition et de son fonctionnement, de la nécessité urgente d'une entente entre ce service et l'administration du port d'Anvers au sujet, notamment, des arrivées d'émigrants. Les données suivantes permettent de se faire une idée de ce que représente pour la Belgique ce mouvement de l'émigration :

Le Service de l'Émigration est régi par le règlement du 2 décembre 1905, pris en exécution de la loi du 14 décembre 1876 sur le transport des émigrants.

Ce service comprend :

- 1° Une commission d'inspection composée de neuf membres, savoir :

Le gouverneur de la province, chargé de la présidence;

Un fonctionnaire supérieur du Ministère des Affaires Étrangères, appelé à présider en cas d'absence ou d'empêchement du gouverneur;

Un membre du conseil communal;

Deux commerçants dont un armateur ou un ancien armateur.

Le directeur de service des chemins de fer de l'État, à Anvers;

Deux personnes notables, au choix du Gouvernement;

Un fonctionnaire de l'administration provinciale faisant en même temps les fonctions de secrétaire.

Cette commission a pour mission d'aplanir les difficultés et de vider à l'amiable les contestations auxquelles l'engagement ou le transport d'émigrants aurait donné lieu;

- 2° Un Commissariat du Gouvernement qui comprend actuellement :

Un Commissaire du Gouvernement;

Un Commissaire-adjoint;

Un employé.

Le Commissariat du Gouvernement est placé sous les ordres du Gouverneur de la province d'Anvers.

Il doit aide et protection aux émigrants, il les éclaire, s'il y a lieu, sur les droits qu'ils tiennent de la loi belge ou que leur confère leur contrat. Dans la pratique, cette mission consiste à veiller au bon état d'hygiène des hôtels dans lesquels sont logés les émigrants, à surveiller les visites médicales auxquelles ils sont soumis avant leur embarquement, à les protéger contre l'exploitation dont ils sont fréquemment l'objet, enfin à veiller à ce que le transport et l'engagement des émigrants ne s'effectuent que par des personnes ou des agences autorisées et responsables vis-à-vis du Gouvernement.

Le Service du Commissariat s'exerce d'accord avec le service de l'Inspection maritime, avec le Commissariat maritime et la police locale. Il n'y a jamais eu à notre connaissance de conflits entre ces divers services. D'ailleurs, comme on l'a vu plus haut, l'administration communale d'Anvers a un représentant au sein de la commission d'inspection de l'émigration.

Dans l'exécution de sa mission, le service de l'émigration doit s'inspirer, non seulement de l'intérêt de l'émigrant, mais également de celui du port d'Anvers dont l'émigration constitue actuellement une des principales ressources.

En 1921, il est passé par Anvers (départs directs et indirects) 56,727 émigrants, dont 1,315 Belges seulement. On peut sans exagérer estimer à environ 3,000,000 de francs (10 francs par jour pendant cinq jours en moyenne), les frais d'hôtel de ces émigrants à Anvers.

D'autre part, le département des Affaires Étrangères estime que ces émigrants ont payé à nos lignes de navigation, comme prix de passage, 55 millions et demi de francs. Il faut encore ajouter à ces chiffres les sommes perçues pour le transport des émigrants par les chemins de fer et les malles belges.

La Section centrale a soulevé une fois de plus la question du logement de nos agents à l'étranger. Le vœu a été renouvelé de voir le Gouvernement continuer à acheter les immeubles où doivent séjourner ses représentants officiels. « Il est à souhaiter, a dit quelqu'un, que ces locaux soient décorés avec goût et par des œuvres d'art national ». Un autre membre a précisé : « Faire partout de notre légation ou de notre consulat *La Maison de la Belgique* ».

L'Etat possède déjà de tels immeubles en Allemagne, en Italie, en Turquie, en Perse, en Chine, au Japon. D'autres achats sont envisagés. Dès que notre situation financière le permettra, il y aura intérêt à accentuer cette politique, ne fût-ce que pour réduire le coût écrasant des transports de meubles et les ruineux frais d'hôtel qu'entraîne la difficulté persistante éprouvée par beaucoup de nos agents à trouver une maison ou un appartement. Comme depuis la mise en vigueur de la réglementation de 1920, les frais de logement ne sont plus à charge des chefs de mission, certains inconvénients signalés avant la guerre disparaissent.

Le recrutement des agents diplomatiques et consulaires a fait l'objet d'un intéressant échange de vues. Se montrait-on assez exigeant quant aux connaissances requises ? D'autre part, ne favorisait-on pas certaines classes ? Les conditions d'admission dans les deux carrières sont détaillées par les arrêtés royaux du 15 juillet 1920. Outre les aptitudes physiques et les qualités personnelles exigées de tous les candidats, ceux-ci doivent être porteurs de certains diplômes. Ainsi ne peut se présenter à l'examen de secrétaire de légation de deuxième classe qu'un docteur en droit ou un ingénieur ou le titulaire d'un grade supérieur en sciences politiques, sociales, économiques ou administratives, ce titulaire devant en outre être candidat en philosophie et lettres. De même, n'est nommé attaché de consulat, plus tard vice-consul, que le jeune homme muni du diplôme de licencié en sciences commerciales et consulaires.

On a demandé si la modicité des traitements ne constituait point une barrière pour les candidats sans revenus personnels. Il a pu en être ainsi autrefois. Mais le tableau suivant montre que la situation n'est plus la même à cet égard. C'est le relevé des sommes payées en 1921 aux chefs de nos divers postes diplomatiques et consulaires, à titre de traitement, frais de représentation, indemnité de logement, perte sur le change, etc. Leurs collaborateurs sont rétribués d'une manière correspondante. Les chiffres sont établis sur la moyenne des liquidations effectuées en décembre 1921.

AMBASSADES ET LÉGATIONS.

Athènes (Chargé d'affaires). Fr.	41,000	
Bangkok.	198,000	Logement non inclus.
Belgrade.	89,000	
Berlin.	101,000	Logement non inclus.
Berne.	151,000	
Budapest.	71,000	
Bucarest.	55,000	Logement non inclus.
Buenos-Ayres.	169,000	
Constantinople.	227,000	Logement non inclus.
Copenhague.	131,000	
La Haye.	192,000	
Londres.	470,000	
Lima.	176,000	
Lisbonne.	71,000	Diminué de 2,000 fr. depuis le 1 ^{er} janvier 1922.
Luxembourg.	76,000	Augmenté de 1,000 fr. depuis le 1 ^{er} janvier 1922.
Madrid.	180,000	Augmenté de 26,000 fr. depuis le 1 ^{er} janvier 1922.
Mexico (Chargé d'affaires).	81,000	
Paris.	199,000	Augmenté de 20,000 fr. depuis le 1 ^{er} janvier 1922.
Pékin.	196,000	Logement non inclus.
Prague.	61,000	
Rome (Quirinal).	120,000	Logement non inclus. Diminué de 20,000 fr. depuis le 1 ^{er} janvier 1922.
Rome (Saint-Siège).	121,000	
Rio-de-Janeiro.	94,000	Augmenté de 11,250 fr. depuis le 1 ^{er} janvier 1922.
Sophia.	56,000	Diminué de 5,000 fr. depuis le 1 ^{er} janvier 1922.
Stockholm.	166,000	
Téhéran.	132,000	Logement non inclus.
Tokio.	190,000	Logement non inclus.
Varsovie.	62,000	Diminué de 1,250 fr. depuis le 1 ^{er} janvier 1922.
Vienne.	101,000	Diminué de 10,000 fr. depuis le 1 ^{er} janvier 1922.
Washington.	566,000	

CONSULATS ET ATTACHÉS COMMERCIAUX.

Alexandrie.	89,000	
Alger.	31,000	
Barcelone.	112,000	
Batavia.	69,000	Logement non inclus.
Berlin.	42,000	
Berne.	75,000	
Beyrouth.	120,000	
Calcutta.	121,000	
Capetown.	73,000	
Caracas.	115,000	
Casablanca.	61,000	
Cologne.	37,000	
Dantzig.	38,000	
Duisbourg.	33,000	
Francfort.	39,000	
Guatemala.	80,000	
Hambourg.	46,000	Logement non inclus.
Hankow.	102,000	Logement non inclus.
Helsingfors.	46,000	

Johannesburg.	77,000	Logement non inclus.
Kobé.	166,000	
La Haye.	130,000	
La Paz.	35,000	Logement non inclus.
Le Caire.	118,000	
Londres.	107,000	Logement non inclus.
Madrid.	73,000	
Manille.	92,000	
Milan.	41,000	
Melbourne.	109,000	
Montévidéo.	108,000	
Montréal.	85,000	
Nouvelle-Orléans.	105,000	
Ottawa.	150,000	
Philadelphie.	147,000	
Rotterdam.	72,000	Logement non inclus.
Saint-Paul.	45,000	
San-Francisco.	85,000	
Santiago.	93,000	
Shanghai.	147,000	Logement non inclus.
Strasbourg.	23,000	Logement non inclus.
Sidney.	84,000	
Tanger.	99,000	
Tientsin.	168,000	
Tunis.	86,000	

Comme on peut le constater, nous sommes loin aujourd'hui des 25,000 ou 30.000 francs qu'ont jadis connus tant de nos ministres, des 18,000 ou 20,000 francs qui furent le lot de nos vieux consuls généraux et dont il fallait encore déduire les frais de logement et les frais de chancellerie à présent payés par l'État. Les chiffres prouvent que le Gouvernement a répondu généreusement au vœu de nos commerçants et industriels qui ne cessaient de réclamer une meilleure rétribution des représentants belges à l'étranger.

La différence qui se constate dans les chiffres entre postes situés en pays à change avarié et ceux qui se trouvent dans les pays à monnaie saine est considérable. Cela se comprend. En Allemagne ou dans les Balkans, par exemple, nos agents reçoivent leurs traitements et allocations simples. En pays anglo-saxons, en Extrême-Orient, en Scandinavie, en Hollande, ailleurs encore, ils voient ces traitements et allocations traduits d'abord en monnaie locale, livres, dollars ou florins, sur la base du franc-or, puis cette traduction valorisée en francs-papier.

Au lendemain de l'armistice, cette mesure s'est justifiée par la soudaineté des perturbations monétaires. Aujourd'hui, on peut se demander si une nouvelle péréquation ne serait pas justifiée. Un ajustement des prix tend à s'établir dans le monde en dépit des fluctuations du change. Là où le mark s'est effondré, les prix ont subi une hausse, sinon mathématiquement proportionnelle, du moins très forte. Là où le dollar est resté de l'or sonnante et trébuchant, sa puissance d'achat est devenue plus considérable. Le fait est que, *réduit à un commun étalon d'or*, le prix de beaucoup d'objets est moins élevé à Londres qu'à Bruxelles, le tarif de certains hôtels en Suisse est inférieur à celui d'hôtels correspondants à Spa ou à Ostende.

En plusieurs pays il y a matière à revision de l'indemnité dite de change. 4,500,000 francs sont inscrits au budget à l'effet de remédier aux pertes de ce genre subies par nos agents. La commission spéciale pense que sur cet article des réductions importantes pourraient être effectuées par le Département sans léser en rien les intérêts légitimes des agents en cause. Il suffirait de procéder par étapes, de façon à n'atteindre que progressivement le niveau qui répond de façon raisonnable au coût réel de la vie dans les diverses régions du globe.

Le Rapporteur,

P. FORTHOMME.

Le Président,

EMILE BRUNET.



(1)

(N° 121.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MAART 1922.

BEGROOTING

VAN HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN
VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER FORTHOMME.

MIJNE HEEREN,

De begrooting is hooger dan die van 1921. Zij beloopt tot eene som van fr. 26,101,167.50, tegen 18,545,220 frank van verleden dienstjaar.

Die vermeerdering van fr. 7,555,947.50 moet echter in ruime mate verminderd worden. Daar komen drie belangrijke posten in voor, die verleden jaar bij de buitengewone uitgaven stonden :

ART. 26. — Belgisch inlichtingskantoor fr. 200,000

ART. 32. — Vergoedingen aan de agenten van den buitenlandschen dienst wegens oorlogsgebeurtenissen 4,500,000

ART. 33. — Conferenties, congressen en commissiën naar aanleiding van de vredesverdragen 700,000

Houden wij rekening met deze overdracht, dan kunnen wij het juiste cijfer van de vermeerdering brengen op fr. 2,155,647.50 ; zij wordt verdeeld over de volgende posten :

ART. 2. — Voor het personeel van het centraal bestuur komt er op de begrooting voor 1922 eene som voor van fr. 3,102,482.50, dus fr. 370,508.50

(1) Begrooting, n° 247.

(2) Samenstelling van de Commissie :

1. De leden van de *Bestendige Commissie voor de Buitenlandsche Zaken* : De heeren Brunet, voorzitter, Buisset, Carton de Wiart, Destrée, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Forthomme, Helleputte, Hubin, Huysmans, Hymans, Janson, Piérard, Poulet, Raemdonck, Renkin, Segers, Troelet, Vandervelde, Verachtert, en Woeste.

2. *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Pécher, Golenvaux, Forthomme, de Liedekerke, Fischer en Hymans.

meer dan in 1921. Twee redenen worden opgegeven : een nieuwe wedde-rooster heeft in al de ministeries de wedden verhoogd ; de uitbreiding van de diensten heeft het getal ambtenaren doen aangroeien. Bij den aanvang van dit jaar werd namelijk de belangrijke documentatiedienst van het Ministerie van Economische Zaken overgebracht naar het Ministerie van Buitenslandsche Zaken.

ART. 4. — Materieel en dienst der automobielen. De verhooging wordt verklaard door het in staat brengen van lokalen, door overdrachten van diensten, enz. De post : « Kosten voor tochten tusschen het Centraal Bestuur en den dienst voor den Handel van den Staat », waar verschillende leden der afdelingen opmerkzaam waren op gemaakt, staat enkel bij vergissing op het ontwerp van begrooting. Sedert 1921 is dit afgeschaft. 't Is eveneens bij vergissing dat de uitdrukking : « Dienst der automobielen » werd gebruikt. Er is slechts nog ééne auto in het Departement.

ART. 7. — De vermeerdering van 65,189 frank bij den post « Jaarwedde der diplomatieke ambtenaren », is onbeduidend naast het geheel bedrag van 4,468,329 frank, waarbij men moet voegen een groot deel van de 4,800,000 frank van artikel 32.

ART. 8. — Zelfde opmerking voor de vermeerdering van 25,000 frank voor den post « Consulaten ». Het blijft onveranderd.

ART. 9. — Reis- en verplaatsingskosten. Van 900,000 frank, verleden jaar, wordt de som dit jaar gebracht op 1,500,000 frank. Het bestuur wilde vermijden dat nogmaals, zooals verleden jaar, het aangevraagde crediet van 600,000 frank met meer dan 1 millioen overschreden werd. Het was ook het eerste dienstjaar dat men volledig de nieuwe bepalingen toepaste van de besluiten waardoor onmiddellijk na den oorlog, de loopbaan van diplomaten en consuls werd heringericht.

Deze bepalingen zijn voor de agenten veel voordeliger dan het vroegere stelsel van de eens voor goed bepaalde som. Maar den Staat kosten zij duur. De kosten verschillen nu volgens de samenstelling van het gezin, de hoeveelheid meubelen, de afgelegde afstand, zonder dat het mogelijk weze eene wel bepaalde schaal aan te geven. Een agent die zich met zijn gezin naar zijn post in het Verre-Oosten begaf, had als kosten (zonder meubelen) 36,000 frank. Voor een andere, die zich (met zijne meubelen) naar Zuid-Amerika begaf, was het 63,000 frank. Het vervangen van den titularis van een post in Europa heeft, voor het vervoer alleen, meer dan 120,000 frank gekost.

Laten we onmiddellijk zeggen dat deze cijfers niet voor alle verplaatsingen voorkomen. Zij bewijzen echter, dat het gevoelen van billijkheid, waardoor degenen die de besluiten van 1920 hebben getroffen zich lieten leiden, de oorzaak is van deze uitgaven waarvan zij zonder twijfel den omvang niet hadden voorzien. De leden van de bijzondere Commissie waren er door getroffen. Ook het Bestuur was er reeds door getroffen geweest. Heeft in 1921 de dringende noodzakelijkheid, een aantal posten die zonder titularis waren

weer te doen innemen, de moeilijkheden eener eerste proefneming nog verzaamd, dit jaar zal het bestuur gemakkelijker aan het hoofdstuk van de verplaatsingskosten de noodige wijzigingen en verzachtingen kunnen toebrengen.

Verschillende leden hebben den reeds dikwijls uitgedrukten wensch herhaald de agenten ter plaatse zelf hun loopbaan te laten maken. Er werd reeds verklaard waarom dit voor vele posten niet mogelijk zou zijn. Het is ook goed dat de agenten van den buitenlandschen dienst meer dan een deel van den wereld kennen, zonder te vergeten dat met de vele verschillende klimaten, de verschillende voorwaarden, zoo op moreel als stoffelijk gebied, het niet rechtvaardig zou zijn, denzelfden post aan denzelfden agent toe te staan of op te leggen gedurende het beste deel van zijn leven. In normale tijden heeft het Departement ten anderen altijd vermeden diplomaten en consuls te veel te verplaatsen; alles laat voorzien dat het weldra mogelijk zal zijn tot dit wijze beginsel terug te keeren.

ART. 11 en ART. 12. De vermeerdering van 417,000 frank in deze twee artikelen ligt aan het nieuwe stelsel der kanselarijen van gezantschappen en consulaten. Sedert lang werd gevraagd dat aan onze diplomaten en consuls bedienden zouden ter beschikking gesteld worden, om hen te ontlasten van het louter administratief werk, van den saaien kantoorarbeid. Zoo zullen zij, meende men, al hunnen tijd kunnen besteden aan de verdediging van onze belangen, namelijk aan het opsporen van nieuwe afzetgebieden.

ART. 13. — De bureelkosten van onze agenten in den vreemde zijn in onverwachte verhouding gestegen. Het ontwerp van begrooting voorziet voor dit jaar 1,500,000 frank in plaats van de 875,000 frank van verleden jaar. Het vermeldt ten andere dat in 1920, bij voorbeeld, 1,892,000 frank werden uitgegeven, terwijl het uitgetrokken crediet slechts 888,000 frank bedroeg.

Vóór den oorlog kwam het Departement slechts zeer matig tusschen voor de kanselarijkosten. Voor de consulaten namelijk kwamen de kosten van bureel, meubileering, papier, verlichting, verwarming, enz., heelemaal ten laste van den titularis. Thans laat de Staat geene dezer uitgaven meer ten laste der agenten. Dezen moeten ze dus tot het strikt noodzakelijke beperken. Zooveel mogelijk oefent het centraal bestuur contrôle uit. Maar het blijkt dat ook hier, na de opgedane ondervinding, nuttige wijzigingen kunnen gebracht worden in de maatregelen na den wapenstilstand getroffen voor de diplomatieke en consulaire herinrichting.

ART. 14. — Die post is verdubbeld, en het cijfer is niet beperkend. Aldus wordt voldoening geschonken aan de leden die in de afdeeling hunne bezorgdheid hadden uitgedrukt voor de Belgen die moeten gerapatrieerd worden.

ART. 20. — Eene som van 1,300,000 frank is uitgetrokken voor de deelneming van België in den Volkenbond, dus eene vermeerdering van 241,000 frank. Maar dit is slechts bij benadering vastgesteld. De som van 625,000 frank *goud* van de bijdrage zou alleen meer dan het geheele crediet vergen, zoo dit bedrag moest worden gehandhaafd.

Verschillende vragen werden in de afdeelingen gesteld betreffende de verdeeling der kosten buiten de bijdrage. Men wilde de onkosten kennen van de afgevaardigden en van de leden der technische commissiën. Het Departement heeft begrijpelijkerwijze enkel kunnen antwoorden voor de onkosten waarvan het den last op zich neemt. Men moet inderdaad in aanmerking nemen dat de Volkenbond rechtstreeks op zijne kosten vele onzer landgenooten naar Genève roept. Voor de afgevaardigden van de Belgische Regeering en hunne medewerkers bedroeg de som in 1921 fr. 94,194.45. Dit omvat enkel de reis- en verblijfskosten, daar onze vertegenwoordigers bij den Volkenbond noch wedde noch vergoeding van wat aard ook trekken.

*
**

Onder de artikelen van de begrooting die niet verhoogd of die verminderd werden, zijn er verscheidene waarbij de Middenafdeeling is blijven stilstaan.

Zoo hebben, voor het Belgisch inlichtingskantoor, sommige leden gevraagd hoe dit werkt en welke onkosten het vergt. Het Departement van Buitenslandsche Zaken heeft aan de Bijzondere Commissie zeer belangwekkende inlichtingen verschaft. De Commissie waardeerde vooral de maatregelen die worden genomen om tot steeds doelmatiger uitslagen te komen. Met voldoening noteerde zij dat de voorziene uitgaven voor 1922 op 128,448 frank worden gebracht. Het cijfer dat was ingeschreven in het overgelegd ontwerp was 200,000 frank.

Over de kosten voor conferenties, congressen en commissiën ingericht ter uitvoering van de vredesverdragen werden meer bepaalde inlichtingen gevraagd. Het bestuur gaf ze als volgt :

Littera a. — De Internationale Commissie voor de binnenvaart
 100,000 frank.

Deze som omvat :

1° het aandeel van België in de begrooting van de Centrale Rijn-commissie, in 1921 bepaald op 25,000 Fransche franks, en in de kosten van de Elbe-commissie (2,500 Fransche franks in 1921);

2° de reiskosten van de Belgische afgevaardigden bij de Rijn-commissie, Elbe-commissie, enz.;

3° De verblijf- en representatiekosten (150 frank per dag) van de afgevaardigden bij de Rijn-commissie;

4° de kosten van zitpenningen (100 frank per dag) aan het hoofd van de afvaardiging;

5° de verblijfskosten van den Belgischen afgevaardigde bij de Elbe-commissie (75 frank per dag);

6° de geringe bureelkosten van de afvaardigingen.

Littera b. — Commissie voor de grensbepaling in de gebieden Eupen en Malmedy 100,000 frank.

Deze som omvat, voor ongeveer vier maanden, waarschijnlijk duur voor

het afdoen der werkzaamheden, de kosten van de Belgische afvaardiging, hetzij 60,000 frank ;

De helft der kosten van de Fransche, Engelsche, Italiaansche, Japaneesche afvaardigingen, de andere helft komende ten laste van Duitschland, hetzij 20,000 frank ;

drukkosten voor documenten, abonneenten, enz., 20,000 frank.

Littera c. — Commissie van overdracht (belast met de financieele onderhandelungen) van de kringen Eupen en Malmedy 25,000 frank.

Deze som omvat, buiten eene vaste vergoeding van 500 frank per maand voor den financieelen afgevaardigde, de reis- en verblijfkosten der afgevaardigden, evenals de bureelkosten der delegatie.

Litt. d. Conferentie van Washington fr. 400,000

Deze som, die slechts bij benadering kon worden vastgesteld, omvat :

1° De kosten van huisvesting en voeding van het Belgisch personeel van af 1 Januari tot aan het sluiten van de Conferentie ;

2° de Representatiekosten ;

3° de kosten voor de terugreis naar Europa van het personeel.

Geen enkel afgevaardigde heeft eenige bezoldiging getrokken, daar zij hun opdracht heel en al kosteloos uitvoerden.

In de afdeelingen is er sprake geweest van den dienst der uitwijking, van dezès samenstelling en werking, van de dringende noodzakelijkheid eener overeenkomst tusschen dezen dienst et het bestuur van de haven van Antwerpen, namelijk wat betreft de aankomst van uitwijkelingen. Navolgende gegevens laten toe zich eene voorstelling te maken van wat deze uitwijking voor België is.

De Dienst der Uitwijking wordt beheerscht voor de regeling van 2 December 1905 getrokken in uitvoering der wet 14 van December 1876 op het vervoer der uitwijkelingen.

Deze dienst omvat :

1° Eene Commissie van toezicht bestaande uit negen leden, die zijn :

De Gouverneur van de provincie belast met het voorzitterschap ;

Een hooge ambtenaar van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, geroepen om voor te zitten in afwezigheid of verhindering van den Gouverneur ;

Een lid van den gemeenteraad ;

Twee handelaars waarvan een reeder of een oud-reeder ;

De Bestuurder van den dienst der Staatsspoorwegen te Antwerpen ;

Twee personen van aanzien, door de Regeering te kiezen ;

Een ambtenaar van het provinciaal bestuur, die terzelfder tijd dienst doet als secretaris.

Deze Commissie heeft voor opdracht de moeilijkheden uit den weg te ruimen en de betwistingen, oprijzende naar aanleiding van verbintenissen of van het vervoer van uitwijkelingen, in der minne te regelen ;

2° Een Regeeringscommissariaat dat thans omvat :

Een Regeeringscommissaris ;

Een adjunct-commissaris;

Een bediende.

Het Regeeringscommissariaat staat onder het gezag van den Gouverneur der provincie Antwerpen.

Het moet de uitwijkelingen helpen en beschermen, ze, desnoods, voorlichten over de rechten die de Belgische wet of hun contract hun verleen. Practisch gesproken, moet het waken over den gezonden toestand van de hotels waarin de uitwijkelingen ondergebracht worden, over het geneeskundig onderzoek waaraan zij zich moeten onderwerpen vóór de inscheping, moet het hen beschermen tegen de zwendelarij waarvan zij herhaaldelijk het slachtoffer zijn, en er voor zorgen dat het vervoer en het aanwerven der uitwijkelingen enkel gedaan worde door de personen of agentschappen daartoe gemachtigd en die verantwoordelijk zijn tegenover de Regeering.

De dienst van het Commissariaat wordt uitgeoefend in overleg met den Dienst der Scheepvaartinspectie, met het Scheepvaartcommissariaat en met de plaatselijke politie. Naar ons weten zijn er nooit geschillen tusschen deze verschillende diensten opgerezen. Zooals men ten andere ziet heeft het gemeentebestuur van Antwerpen een vertegenwoordiger in den schoot van de Toezichtscommissie voor de uitwijking.

Bij het uitvoeren van zijne opdracht, moet de Dienst van de uitwijking zich laten leiden niet alleen door het belang van den uitwijkeling, maar ook door het belang van de Antwerpsche haven voor dewelke de uitwijking op dit oogenblik een der bijzonderste bronnen van inkomsten is.

In 1921 kwamen er over Antwerpen (rechtstreeks en onrechtstreeks vertrek) 56,727 uitwijkelingen, waarvan slechts 1,313 Belgen. De hotelkosten van deze uitwijkelingen te Antwerpen kan men zonder overdrijving schatten op ongeveer 3 miljoen frank (40 frank per dag gedurende gemiddeld vijf dagen).

Het Departement van Buitenlandsche Zaken schat verder de som, door deze uitwijkelingen betaald aan onze scheepvaartlijnen, als prijs voor den overtocht, op 55,500,000 frank. Daarbij komen nog de sommen ontvangen voor het vervoer der uitwijkelingen op de Belgische spoorwegen en de internationale treinen.

De Middenafdeeling heeft nogmaals de vraag opgeworpen van de huisvesting onzer agenten in den vreemde. De wensch werd opnieuw uitgedrukt dat onze Regeering zou voortgaan de gebouwen aan te koopen waar onze officieele vertegenwoordigers hun intrek moeten nemen. « Het is te hopen, zei een lid, dat deze huizen met smaak en met werken onzer eigen kunstenaars worden versierd. » Een ander lid bepaalde nog nader : « Ons gezantschap of ons consulaat moet overal zijn : *Het Belgisch Huis*.

De Staat bezit reeds dergelijke gebouwen in Duitschland, Italië, Turkijë, Perzië, China, Japan. Men heeft andere aankopen op het oog. Zoodra onze financiën het toelaten, hebben wij er alle belang bij in dien zin voort te gaan, al ware 't maar om de onmogelijk hoge kosten voor vervoer van meubelen en van 't verblijf in de hotels te verminderen, die veroorzaakt

worden door de moeilijkheid voor onze agenten om ergens een huis of een appartement te vinden. Daar de huisvestingskosten, sedert het in werking treden van de regeling van 1920, niet meer ten laste vallen van de hoofden der gezantschappen, verdwijnen ook sommige bezwaren die vóór den oorlog bestonden.

De aanwerving van de diplomatieke en consulaire agenten gaf aanleiding tot een zeer interessante gedachtenwisseling. Was men wel streng genoeg voor wat de vereischte kennis betrof? Werden anderzijds sommige klassen niet bevoorreedigd? De toelatingsvoorwaarden voor deze twee loopbanen zijn bepaald door de Koninklijke besluiten van 15 Juli 1920. Behalve de lichamelijke geschiktheid en de persoonlijke hoedanigheden van alle kandidaten vereischt, moeten deze nog houder zijn van sommige diploma's. Zoo kan zich voor het examen van gezantschapssecretaris van 2^{de} klasse enkel aanbieden een doctor in de rechten of een ingenieur of de titularis van een hooger en graad in de politieke, sociale, economische of administratieve wetenschappen, en deze moet dan bovendien nog candidaat zijn in Philosophie en Letteren. Evenzoo wordt als geattacheerde bij een consulaat, later vice-consul, enkel de jongeling benoemd die het diploma van licentiaat in de handels- of consulaire wetenschappen bezit.

Men heeft gevraagd of de kleine jaarwedden geen hinderpaal waren voor de candidaten zonder persoonlijk fortuin. Dat kon vroeger waar zijn. Navolgende tabel toont dat de toestand in dit opzicht niet meer dezelfde is. Het is de opgave van de sommen in 1921 betaald aan de hoofden van onze verschillende diplomatieke en consulaire posten, als jaarwedden, representatiekosten, vergoeding voor huisvesting, verlies op den wisselkoers, enz. Hunne medewerkers worden op overeenstemmende wijze betaald. De cijfers werden berekend op de gemiddelde som der betalingen gedaan in December 1921.

CONSULATEN EN HANDELSGEATTACHEERDEN.

Alexandria.	89,000	
Algerie.	31,000	
Barcelona.	112,000	
Batavia.	69,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Berlijn.	42,000	
Bern.	75,000	
Beyrout.	120,000	
Calcutta.	121,000	
Kaapstad.	73,000	
Caracas.	115,000	
Casablanca.	61,000	
Keulen.	37,000	
Danzig.	38,000	
Duisburg.	33,000	
Frankfurt.	39,000	
Guatemala.	80,000	
Hamburg.	46,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Hankow.	102,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Helsingfors.	46,000	

Johannesburg.	77,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Kobé.	166,000	
's Gravenhage.	130,000	
La Paz.	35,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Caïro.	118,000	
Londen.	107,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Madrid.	73,000	
Manilla.	92,000	
Milaan.	41,000	
Melbourn.	109,000	
Montevideo.	108,000	
Montreal.	85,000	
Nieuw-Orleans.	105,000	
Ottawa.	150,000	
Philadelphia.	147,000	
Rotterdam.	72,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Sint-Paul.	45,000	
San-Francisco.	85,000	
Santiago.	93,000	
Shanghai.	147,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Straatsburg.	23,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Sidney.	84,000	
Tanger.	99,000	
Tientsin.	168,000	
Tunis.	86,000	

GEZANTSCHAPPEN EN LEGATIËN.

Athene (Zaakgelastigde)	Fr. 41,000	
Bangkok.	198,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Belgrado.	89,000	
Berlijn.	101,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Berna.	151,000	
Budapest.	71,000	
Bucarest.	55,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Buenos-Ayres.	169,000	
Constantinopel.	227,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Kopenhagen.	131,000	
's Gravenhage.	192,000	
Londen.	170,000	
Lima.	176,000	
Lissabon.	71,000	Verminderd met 2,000 frank sedert 1 Januari 1922.
Luxemburg.	76,000	Vermeerderd met 1,000 frank sedert 1 Januari 1922.
Madrid.	180,000	Vermeerderd met 26,000 frank sedert 1 Januari 1922.
Mexico (Zaakgelastigde)	81,000	
Parijs.	199,000	Vermeerderd met 20,000 frank sedert 1 Januari 1922.
Peking.	196,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Praag.	61,000	
Rome (Quirinaal).	120,000	Huisvesting niet inbegrepen.
		Verminderd met 20,000 frank sedert 1 Januari 1922.
Rome (H. Stoel).	121,000	
Rio-de-Janeiro.	94,000	Vermeerderd met 11,250 frank sedert 1 Januari 1922.
Sofia.	56,000	Verminderd met 5,000 frank sedert 1 Januari 1922.
Stokholm.	166,000	
Teheran.	132,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Tokio.	190,000	Huisvesting niet inbegrepen.
Warschau.	62,000	Verminderd met 1,250 frank sedert 1 Januari 1922.
Weenen.	101,000	Verminderd met 10,000 frank sedert 1 Januari 1922.
Washington.	565,000	

Zooals men kan vaststellen, staan wij thans ver boven de 25,000 frank of 30,000 frank die zoovele van onze ministers vroeger hebben gekend, van de 18,000 frank of de 20,000 frank waarmede vele van onze vroegere algemeene consuls zich moesten tevreden stellen, en waarvan men dan nog moest aftrekken de kosten van huisvesting en van kanselarij die thans door den Staat betaald worden. De cijfers bewijzen dat de Regeering edelmoedig is tegemoetgekomen aan den wensch van onze handelaars en onze industrieelen die aanhoudend eene betere bezoldiging van de Belgische vertegenwoordigers in den vreemde eischten.

Het verschil tusschen de cijfers voor de posten die gelegen zij in de landen met lagen wisselkoers en deze die gelegen zijn in de landen met hoogen koers, is aanzienlijk. Dit is te begrijpen. In Duitschland of in den Balkan, bij voorbeeld, ontvangen onze agenten eenvoudig hunne wedden en toelagen. In de Anglo-Saxische landen, in het Verre-Oosten, in Scandinavië, Holland, en elders nog, worden deze wedden en toelagen eerst in de plaatselijke munt omgezet, in ponden, dollars of guldens, op den grondslag van den goud-frank, daarna wordt die omzetting in papier-franks uitgekeerd.

Na den wapenstilstand was die maatregel te verklaren door de onverwachte schommelingen van de geldmarkt. Thans mag men zich afvragen of het niet billijk zou zijn eene nieuwe aanpassing aan de toestanden in te voeren. Daar is in de wereld eene strekking naar eene regeling van de prijzen, ondanks de sprongen van den wisselkoers. Waar de mark gezakt is zijn de prijzen gestegen, zoo al niet in eene mathematische verhouding, dan toch zeer sterk. Waar de dollar klinkend en overwichtig goud is gebleven, is zijne koopkracht aanzienlijker geworden. 't Is een feit dat de prijs van vele voorwerpen, *herleid tot een gemeenzamen goudstandaard*, minder hoog is te Londen dan te Brussel, het tarief van sommige hotels in Zwitserland lager is dan dat van gelijksoortige hotels te Spa of te Oostende.

In vele landen dient de zoogenaamde wisselkoers-vergoeding herzien te worden. Om dergelijke verliezen, door onze agenten geleden, te dekken, werd een crediet van 4,500,000 frank op de begrooting uitgetrokken. De Bijzondere Commissie oordeelt dat bij dit artikel aanzienlijke verminderingen zouden kunnen gedaan worden door het Departement, zonder in eenige wijze de belangen der betrokken agenten te benadeelen. Het zou volstaan trapsgewijze te werk te gaan, derwijze dat men slechts geleidelijk tot de verhouding zou komen die redelijkerwijs beantwoordt aan de werkelijke levensduurte in de verschillende landen van de wereld.

De Verslaggever,

P. FORTHOMME.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

